

sympathetic, and her judgments careful. The text is complemented by illustrations, maps, graphs, and a helpful glossary for the uninitiated.

Rapley's argument that women achieved a real if modest promotion through religious life in the seventeenth century can perhaps be evaluated properly only against the nineteenth-century professionalization of women in the fields of teaching and nursing. This is an area in which historians tend to give nuns little credit, in spite of the fact that their precedence is clear. Another touchstone for their success can be found in the preponderance of the French model for active women's religious communities in the immigrant Catholicism of both Canada and the United States. This book on French women is important for experts in the fields of women's, ecclesiastical, and educational history, as well as for the innumerable individuals in English-speaking countries who are the beneficiaries, directly or indirectly, of their initiative.

Patricia Byrne  
Trinity College, Hartford

Jean-Marc Moriceau et Gilles Postel-Vinay — *Ferme, entreprise, famille : grande exploitation et changements agricoles : les Chartier XVII<sup>e</sup>–XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Éditions de l'École des Hautes études en sciences sociales, 1992, 397 p.

Ce beau livre qui présente une étude magistrale constitue une importante contribution à la relance de l'histoire rurale en France. Les deux auteurs ont conjugué leurs compétences (l'un est spécialiste des temps modernes et l'autre du XIX<sup>e</sup> siècle) pour aborder à nouveau un thème classique dans l'historiographie, soit celui des rapports entre la grande exploitation et les changements agricoles. Il apparaît dans le sous-titre de l'ouvrage et lui fournit sa toile de fond.

La genèse et la place des grandes fermes dans la vie rurale du coeur du Bassin parisien ont depuis longtemps retenu l'attention des géographes et des historiens. À la lumière du cas anglais, une première façon de voir leur a prêté un rôle historique décisif. Les grands fermiers qui les tenaient ont fait figure d'entrepreneurs de culture, d'adeptes de l'individualisme agraire et d'agents du progrès technique et économique, notamment comme pionniers de la révolution agricole dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais, dans les années 60 et 70, les travaux d'histoire quantitative ont miné cette représentation et les visions trop linéaires de l'histoire rurale de longue durée. Loin de faire découvrir une croissance aux racines anciennes, l'approche macroscopique a plutôt révélé, du XV<sup>e</sup> à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un plafonnement persistant des rendements de la culture céréalière, sinon de la production elle-même. Or, les grandes fermes n'ont pas échappé à cette stagnation d'ensemble et elles n'ont nullement vécu une révolution précoce. Elles n'étaient donc pas, par nature, des foyers de changement et de transformation économique. Faut-il pour autant n'y voir qu'une des formes de la société rurale traditionnelle?

La question de la place des grandes fermes et des grands fermiers dans le développement agricole a donc suscité des réponses opposées allant d'un extrême

à l'autre. Pour les auteurs, c'est le résultat inévitable d'une approche en termes globaux, s'appliquant à de grands ensembles géographiques. Pour débloquer la situation, ils proposent une autre démarche. Tout en gardant l'acquis des dernières décennies, il s'agit essentiellement de changer d'échelle, pour retrouver à l'intérieur de l'enveloppe que constitue le plafonnement de longue durée de la production de céréales, les « multiples diversités » des agricultures et « leur aptitude à évoluer » au cours du temps (p. 9). À condition de ne pas l'enfermer dans la monographie et de la replacer toujours dans son contexte, l'histoire particulière d'une exploitation est alors particulièrement apte à faire saisir, au-delà des rigidités et de l'immobilisme apparent du système, les « marges de manoeuvre » et les « choix » qui s'offraient aux agriculteurs et la façon dont ils s'en sont servi, tout comme « les écarts possibles par rapport aux régularités [...] de longue durée » (p. 7).

Dans cette perspective, le livre traite donc essentiellement de l'histoire d'une famille de grands fermiers des environs de Paris, les Chartier. Le choix tient certes à des raisons de fait, soit la continuité et la durée d'une dynastie. Sans être exceptionnelles, elles n'en sont pas moins remarquables. Elles ont engendré aussi une certaine abondance documentaire. Les auteurs ont eu accès aux archives de la famille et ont pu disposer de trois ensembles de sources. Le plus précieux et le plus rare est formé de pièces comptables (décrites p. 219–222), même si ce ne sont que des « épaves » de la documentation produite par le fonctionnement de l'exploitation. Pour constituer le second, les auteurs ont réussi à rassembler et à restituer l'ensemble des papiers de succession et de transmission du patrimoine pour la période principale de leur étude. Cette quasi-exhaustivité fait le prix du dossier. En troisième lieu, vient une masse plus composite de documents annexes ou complémentaires, plans, baux, rôles fiscaux, transactions immobilières.

Cette richesse d'informations ne permet pas pour autant de dessiner et d'illustrer le type moyen du grand fermier du Bassin parisien. Au contraire, dans un monde divers et complexe, la famille Chartier représente plutôt un cas extrême. Cela tient, entre autres choses, à la sorte de rente de situation dont bénéficie le théâtre de son histoire, la plaine de France, comme à l'ampleur de sa réussite. Mais cette singularité fait mieux apparaître les « écarts » et les « marges de manoeuvre » que recherchent les auteurs.

Dans le premier des six chapitres, on donne une vue d'ensemble de l'histoire d'une famille où, depuis 1404, l'on a été agriculteur de père en fils pendant au moins 18 générations. Dans la présentation de ses personnages et des grands épisodes de l'évolution de l'exploitation, l'accent est mis sur la branche principale installée au Plessis-Gassot, de 1604 aux années 1930. Il y a là une véritable dynastie qui connaît « une lente ascension (la conduisant) au sommet de la fortune pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avant un progressif mais inexorable repli » (p. 71). Trois grandes phases se succèdent dans cette trajectoire : l'époque de la « main-mise sur le village » de 1604 à 1723; le « temps des hardiesses » de 1723 à 1790; « la consolidation », enfin, à partir de la Révolution et des importantes acquisitions de biens nationaux. Parmi les signes d'une prospérité croissante, les auteurs font un sort aux modifications du mode et du cadre de vie que font découvrir des inventaires de 1760, 1790 et 1818.

À partir de là, le gros du livre fournit une analyse rigoureuse et minutieuse des manifestations, des composantes et des ressorts de la montée en puissance des Chartier, en la situant autant que possible dans son contexte. Au point de départ, et c'est l'objet du deuxième chapitre, il s'agit de comprendre le fonctionnement du système familial qui a permis d'obtenir et d'organiser la continuité dynastique. En effet, celle-ci n'allait pas de soi, étant donné la fragilité inhérente au statut de fermier, le grand nombre d'enfants jusqu'à la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et l'esprit égalitaire des règles successorales. Avec l'acquisition d'une sorte de droit au bail, la clef du succès réside alors dans le comportement des chefs de famille qui se sont succédé du XVII<sup>e</sup> au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. À chaque génération, ils ont su et pu imposer l'indivisibilité de la ferme principale en choisissant celui qui devait leur succéder et en désintéressant les cohéritiers. Au prix d'une certaine mobilité géographique et professionnelle, ces derniers étaient, soit installés dans d'autres fermes, soit orientés dans des filières d'évasion vers l'état ecclésiastique, le monde du commerce ou le service du Roi et de l'État. Au fil du temps, le système a très bien fonctionné. Il a assuré la continuité professionnelle à deux fils sur trois et le maintien du statut social pour à peu près neuf enfants sur dix. Pour les autres, les cas d'ascension spectaculaire ont été aussi nombreux que les exemples de régression.

De tels résultats ne tiennent pas seulement aux règles et aux arrangements familiaux. Ils supposent aussi la mise en oeuvre de très importants moyens et ils reposent ultimement sur une importante accumulation. Le chapitre trois tente de la reconstituer. La fortune familiale passe des environs de 20 000 livres vers 1650 à 1 600 000 francs en 1870. Partant du rang d'un patrimoine de bon laboureur, elle se hisse donc au niveau des grosses fortunes de la capitale. Sauf à la fin du règne de Louis XIV, l'enrichissement n'a jamais cessé, mais il a connu deux temps forts : un quadruplement des actifs de 1654 à 1697 et un quintuplement de 1790 à 1818. Fondement de l'entreprise, le capital d'exploitation a augmenté d'une génération à l'autre. Mais c'est surtout la construction d'un patrimoine foncier qui a fait grossir la fortune. Les auteurs y accordent donc beaucoup d'attention pour considérer les logiques d'acquisition, les conditions d'achat, les modes de circulation des biens dans la famille, comme les caractéristiques spatiales des propriétés. Limités à une dizaine d'hectares vers 1650, les biens des Chartier du Plessis-Gassot atteignent 35 hectares en 1697 et 1720 et font déjà belle figure. En 1764, on compte une cinquantaine d'hectares mais la propriété familiale change vraiment de dimensions avec des acquisitions massives de biens nationaux : 265 hectares en 1819, 315 en 1870. La grande exploitation s'est consolidée en grande propriété. Constitué d'abord dans le cadre familial, le patrimoine immobilier a pris toute son ampleur grâce à une grande activité sur le marché foncier de 1720 à 1820. Ce succès a été suivi d'un certain repli et d'une évolution livrée au jeu des héritages et du fermage familial.

Les auteurs arrivent alors au coeur de leur analyse : l'histoire de l'exploitation agricole qui a été la source de la pérennité et de l'enrichissement d'une dynastie familiale. Les Chartier du Plessis-Gassot ont d'abord été des fermiers, des cultivateurs. Quelle ferme? Quelle agriculture? Quels résultats? Consacré aux caractéristiques physiques des exploitations, le chapitre quatre répond en détail à ces questions.

Écartant l'idée simpliste d'un immobilisme global, il montre que le changement n'a pas été moins important que l'immuable. Avant 1790, la ferme est pour l'essentiel un assemblage de terres louées et elle bénéficie d'un double mouvement de concentration et de remembrement. Malgré des fluctuations, la tendance est claire : les Chartier accaparent une portion croissante du terroir paroissial (une centaine d'hectares dès 1665, autour de deux cents tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle). Il s'ensuit une réduction de l'émiettement du sol en multiples parcelles disjointes et la constitution de quelques pièces de terre de grande dimension. Avec la Révolution, l'exploitation change d'assise pour reposer désormais sur la propriété familiale. Remodelage du terroir et croissance de la ferme (315 hectares en 1861) n'en sont pas pour autant interrompus. La grande superficie et le meilleur groupement des terres procurent, entre autres, un gain de temps dans les façons culturales et donnent plus d'autonomie aux fermiers successifs. Ces derniers restent fidèles au vieil assolement triennal, mais en y introduisant une certaine souplesse pour faire une place, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, aux prairies artificielles et accroître la part des productions fourragères. En même temps, l'amélioration et la diversification de l'outillage traditionnel, la forte augmentation du cheptel de trait comme les transformations successives du troupeau de moutons entraînent un accroissement régulier et substantiel du capital fixe à l'unité de surface. Les moissons à la faux dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les machines à battre vers 1840 viennent allonger la liste des aménagements du système de production. Au total, il est indéniable qu'il y a eu de progrès du côté de la culture principale, c'est-à-dire celle du blé (de 1690–1694 à 1820–1846, les rendements passent peut-être de 19 hectolitres/hectare à 23–24). Mais généraliser ce premier diagnostic revient à tronquer la réalité de l'évolution. D'autres productions se sont développées, notamment celle de l'avoine et surtout la productivité du travail s'est accrue de façon notable. Vers 1700, il fallait employer l'équivalent de 9,3 ouvriers à plein temps pour cultiver cent hectares. Vers 1850, 4,8 suffisaient.

Les marges de manoeuvre offertes aux fermiers et la capacité de ces derniers d'en tirer profit pour innover apparaissent encore mieux dans le cinquième chapitre consacré à l'insertion de l'exploitation dans les échanges. Grâce aux documents comptables, les auteurs analysent la situation lors de trois temps caractéristiques et d'abord à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Dans la conduite de l'exploitation, le fermier fait alors appel à de la main-d'oeuvre locale et il se contente d'un recours très mesuré à des réseaux de crédit embryonnaires. C'est avant tout un vendeur de blé et il l'écoule sur des marchés soumis à la police des grains. Autant que les contraintes de l'économie morale, cette spécialisation rudimentaire rend sa position fragile. Conjugée à la lourdeur du fermage, elle le met à la merci d'une mévente et d'une baisse des prix prolongée. Quelques décennies plus tard, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une autre formule s'est imposée. Sans remettre en cause les fondements du système d'exploitation traditionnel, plusieurs innovations l'ouvrent davantage sur l'extérieur et accroissent son caractère marchand. La ferme s'insère dans un marché du travail élargi et des flux de main-d'oeuvre dont Paris est le centre. La croissance des livraisons d'avoine, de foin et de paille aux écuries de grandes maisons parisiennes aboutit à doubler et à régulariser le chiffre des ventes et le revenu monétaire de

l'exploitation. Dans le même temps, le recours plus systématique à divers types de crédit permet aux fermiers de libérer leur épargne pour des emplois plus variés. Pourtant, la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ne développe pas cet engagement multiforme dans l'économie marchande. Sans se refermer pour autant sur elle-même, la ferme adopte des formes de commercialisation plus frustes. Moins nombreuse, la main-d'œuvre redevient essentiellement locale et se stabilise après un siècle de grande mobilité. La fin des ventes de paille et de fourrage n'est pas vraiment compensée par les recettes tirées du troupeau de moutons (laine puis viande). Par la suite, les ventes de céréales représentent à nouveau l'essentiel du chiffre d'affaires et elles se simplifient, le blé étant livré directement à des meuniers. Le retrait progressif des circuits du crédit est inévitable. Les auteurs peuvent alors souligner qu'un tel développement n'a rien eu de linéaire.

Le chapitre six tente de faire le bilan d'une histoire et d'en découvrir la cohérence à travers l'évolution du revenu et de ses emplois. Converties en hectolitres de blé à l'hectare, les charges de l'exploitation ont globalement augmenté des années 1690 au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. La diminution du poids des salaires et des impôts a été plus que compensée par l'alourdissement du fermage. Cela aurait pu entraîner à long terme une dégradation du revenu unitaire du fermier, si les recettes de ce dernier avaient été limitées aux ventes de blé, une culture à rendement plafonné. Mais les changements et les innovations ont engendré un tout autre résultat. À partir des documents comptables conservés, les auteurs établissent le revenu monétaire à l'hectare entre 4 et 8 livres en 1689-1695; en 1740-1749, il passe à 28 livres, en 1780-1789, à 59 livres avant d'atteindre 75 francs de 1820 à 1847. « Période bénie pour les fermiers », le XVIII<sup>e</sup> siècle voit « une élévation exceptionnelle de leurs revenus » (p. 289). Un apogée est atteint dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, mais le mouvement se ralentit.

Au-delà des dépenses courantes, de tels revenus ont laissé des disponibilités croissantes et fort importantes aux générations successives de la famille Chartier. Leur utilisation montre que pendant toute la période, la logique familiale l'a largement emporté sur la logique d'entreprise. Certes, et surtout après 1760, le capital d'exploitation a augmenté et avec lui l'intensité capitaliste de la ferme. Mais le système est demeuré assez extensif. Faute de gros investissements nécessaires, il a mal supporté le choc des changements de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. À la famille qui l'a construite et conduite, la ferme a surtout donné les moyens de maintenir et de renforcer une position sociale. À côté de l'amélioration du cadre de vie, la constitution d'un patrimoine foncier est particulièrement visible. Elle n'en laisse pas moins place à des déboursés considérables pour l'éducation des enfants (un véritable investissement éducatif), pour leur établissement (dots et suppléments), comme pour la retraite des parents. Cependant, avec le changement de régime démographique et l'enrichissement de la famille, il faut distinguer deux époques et deux modèles. Avant 1760, c'est le temps des grandes familles avec, à chaque génération, la répétition d'un cycle familial très marqué. En une cinquantaine d'années, trois phases de durée inégale se succèdent pour l'héritier de la ferme : la consolidation de l'établissement, la croissance et l'expansion, avant le repli sur la

propriété familiale. Si les revenus de la première servent surtout à rembourser les parents, les fruits de la seconde sont absorbés pour l'essentiel par les dépenses (croissantes) d'éducation puis d'installation des enfants. En revanche, à partir des années 1760, le contrôle des naissances réduit fortement la taille des descendance et fait largement disparaître le cycle familial. Dès le départ, l'héritier dispose d'une ferme de grandes dimensions et de gros revenus. L'accumulation est plus rapide et plus facile. La constitution d'un patrimoine immobilier devient l'investissement essentiel, même si la prise en charge de l'avenir des enfants n'est nullement sacrifiée. Bien plus, l'abondance des ressources permet de raccourcir la vie active. Par la suite, dans le fonctionnement du système familial, la charge principale se déplace. Plutôt que de peiner longtemps à établir de nombreux enfants, l'exploitant doit financer la longue retraite de ses parents sous la forme du fermage familial.

Dans des pages extrêmement denses, la conclusion tire les principaux enseignements de l'histoire des Chartier et de leur réussite par rapport à la question plus générale des transformations de l'agriculture à la fin de l'époque pré-industrielle. Évoluant dans une série d'espaces en constante adaptation (l'espace des techniques agricoles, celui des multiples réseaux d'échanges, l'espace familial), les exploitants successifs ont mis à profit un certain nombre de marges de manoeuvre; dans l'espace, la spécificité d'un espace économique à part; dans le temps, une suite de systèmes de production. Mais, enfermée dans le fonctionnement familial, la ferme n'est pas devenue une firme.

Le résumé du livre ne rend pas pleinement justice à ses qualités et à ses mérites. Clair et précis, le texte s'appuie sur d'abondantes annexes comme sur un bel ensemble de plans, de cartes, de graphiques, de tableaux généalogiques et d'autres illustrations. Plutôt qu'une banale monographie, les auteurs ont réalisé une étude de cas exemplaire sur un grand sujet. Ils ont notamment su marier avec bonheur des interrogations et des approches multiples. Certes, depuis plusieurs décennies, les études d'histoire rurale ont été pluridimensionnelles, mais il y a ici un recentrage et des accents nouveaux; par exemple, sur l'analyse proprement économique du fonctionnement et des résultats de l'exploitation ou sur la dynamique de la reproduction familiale et de la mobilité sociale. Dans ces conditions, il reste bien peu d'espace pour la critique à moins de remettre en cause le bien-fondé du propos des auteurs. Ainsi, en dehors de la ferme et de la maison des Chartier, la paroisse et la population du Plessis-Gassot restent largement dans l'ombre, mais ce serait un autre sujet. Il vaut mieux souhaiter que le livre suscite des études comparables dans d'autres contextes et qu'il contribue à redéfinir un certain nombre de problèmes dans un cadre plus général.

Louis Michel  
*Université de Montréal*